



CHAPITRE 82

Loi modifiant le Code municipal

[Sanctionnée le 13 juin 1969]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

C. m., a.
1a, aj.

1. Le Code municipal est modifié en insérant après l'article 1 le suivant:

« **1a.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur requête du conseil de toute corporation locale, octroyer des lettres patentes pour remplacer en totalité ou en partie les dispositions de sa charte par celles du présent code, ou retrancher de sa charte toute disposition pour laquelle aucune disposition correspondante n'existe dans le présent code. Ces modifications par lettres patentes ont la même valeur et le même effet que si elles avaient été faites par une loi.

Cette requête ne peut être présentée au lieutenant-gouverneur en conseil à moins qu'un avis en résumant sommairement l'objet n'ait été publié au moins un mois auparavant dans la *Gazette officielle du Québec*; dans le même délai, un avis public doit être donné dans la municipalité.

Le ministre des affaires municipales fait publier ces lettres patentes dans la *Gazette officielle du Québec* avec un avis indiquant la date de leur entrée en vigueur. L'éditeur officiel du Québec doit insérer dans chaque recueil annuel des lois du Québec une table indiquant la date de l'entrée en vigueur des lettres patentes octroyées avant son impression et les dispositions législatives qu'elles abrogent. »

CHAPTER 82

An Act to amend the Municipal Code

[Assented to 13th June 1969]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. The Municipal Code is amended by inserting after article 1 the following: M.C., a.
1a, added.

“**1a.** The Lieutenant-Governor in Council, upon the petition of the council of any local corporation, may grant letters patent to replace in whole or in part the provisions of its charter by those of this Code, or to strike from its charter any provision for which this Code contains no corresponding provision. Such changes by letters patent shall have the same force and effect as if made by statute.

Such petition cannot be submitted to the Lieutenant-Governor in Council unless a notice summarizing briefly the object thereof has been published at least one month beforehand in the *Québec Official Gazette*; within the same delay, a public notice must be given in the municipality.

The Minister of Municipal Affairs shall cause such letters patent to be published in the *Québec Official Gazette* with a notice stating the date of their coming into force. The Québec Official Publisher shall insert in each annual volume of the statutes of Québec a table giving the date of the coming into force of the letters patent granted before the printing thereof and the legislative provisions that they repeal.”

C.m., a.
16a, mod.

2. L'article 16a du Code municipal, édicté par l'article 2 du chapitre 86 des lois de 1968, est modifié en ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant:

« Le domicile d'une personne au sens du présent code est au même lieu qu'en vertu du Code civil pour l'exercice de ses droits civils. »

Id., a.
148a,
mod.

3. L'article 148a dudit code, édicté par l'article 1 du chapitre 85 des lois de 1968, est modifié en remplaçant le premier alinéa par les suivants:

« **148a.** La résolution destituant le secrétaire-trésorier ou diminuant son traitement doit lui être signifiée en lui en remettant copie en mains propres; le secrétaire-trésorier qui a été en fonctions pendant au moins vingt-quatre mois consécutifs peut interjeter appel d'une telle décision à la Commission municipale de Québec qui décide en dernier ressort, après enquête.

Cet appel doit être formé dans les quinze jours qui suivent le moment où la décision du conseil de la corporation a été signifiée. »

Id., a.
226, remp.

4. L'article 226 dudit code, remplacé par l'article 7 du chapitre 86 des lois de 1968, est de nouveau remplacé par le suivant:

« **226.** Toute personne physique, majeure, possédant la citoyenneté canadienne et qui n'est frappée d'aucune incapacité légale peut être mise en candidature, élue ou nommée maire ou conseiller d'une municipalité:

a) si elle ou son conjoint est inscrit au rôle d'évaluation dans la municipalité ou dans une municipalité contiguë comme locataire et si elle est domiciliée dans cette municipalité ou dans une municipalité contiguë depuis au moins vingt-quatre mois avant la date de la mise en nomination ou de la nomination par le conseil ou par le lieutenant-gouverneur en conseil, ou

b) si elle réside dans la municipalité ou municipalité contiguë et si elle ou son conjoint est inscrit au rôle d'évaluation dans cette municipalité ou dans une municipalité contiguë comme propriétaire depuis au moins vingt-quatre mois avant

2. Article 16a of the Municipal Code, enacted by section 2 of chapter 86 of the statutes of 1968, is amended by adding at the end the following paragraph:

"The domicile of a person within the meaning of this Code shall be at the same place as under the Civil Code for the exercise of his civil rights."

M.C., a.
16a, am.

3. Article 148a of the said Code, enacted by section 1 of chapter 85 of the statutes of 1968, is amended by replacing the first paragraph by the following:

"**148a.** The resolution dismissing the secretary-treasurer or reducing his salary shall be served upon him by handing a copy thereof to him in person; a secretary-treasurer who has held office for at least twenty-four consecutive months may appeal from such a decision to the Québec Municipal Commission which shall decide finally, after investigation.

Such appeal shall be brought within fifteen days after the time when the decision of the council of the corporation was served."

Id., a.
148a, am.

4. Article 226 of the said Code, replaced by section 7 of chapter 86 of the statutes of 1968, is again replaced by the following:

"**226.** Every physical person of full age and Canadian citizenship who is not legally disqualified may be nominated, elected or appointed mayor or councillor of a municipality:

(a) if he or his consort has been entered on the valuation roll in the municipality or in an adjacent municipality as tenant and if he has been domiciled in such municipality or in an adjacent municipality for at least twenty-four months before the date of the nomination or appointment by the council or by the Lieutenant-Governor in Council, or

(b) if he has resided in the municipality or in an adjacent municipality and if he or his consort has been entered on the valuation roll in such municipality or in an adjacent municipality as owner for at least twenty-four months before

Id., a.
226, re-
placed.

la date de la mise en nomination ou de la nomination par le conseil ou par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Nul ne peut, simultanément, être membre de plus d'un conseil municipal. »

the date of the nomination or of the appointment by the council or by the Lieutenant-Governor in Council.

No person shall be a member of more than one municipal council at the same time.”

C.m., a.
237, mod.

5. L'article 237 dudit code, remplacé par l'article 15 du chapitre 86 des lois de 1968, est modifié:

a) en insérant, dans la cinquième ligne du paragraphe 3, après le mot « assisté », ce qui suit:

« ; s'il n'a assisté à aucune séance depuis qu'il est membre du conseil, le délai se calcule à partir de la première séance à laquelle il aurait légalement pu assisté »;

b) en remplaçant, dans la quinzième ligne du paragraphe 3, le mot « greffier » par le mot « secrétaire-trésorier ».

5. Article 237 of the said Code, replaced by section 15 of chapter 86 of the statutes of 1968, is amended:

(a) by inserting after the word “attended” in the fifth line of subsection 3 the following:

“; if he has not attended any sitting since he became a member of the council, the delay shall be computed from the first sitting which he could legally have attended”;

(b) by replacing the word “clerk” in the sixteenth line of subsection 3 by the word “secretary-treasurer”.

Id., a.
243, remp.

6. L'article 243 dudit code, modifié par l'article 1 du chapitre 89 des lois de 1929, par l'article 1 du chapitre 84 des lois de 1934, par l'article 8 du chapitre 69 des lois de 1941, par l'article 2 du chapitre 69 des lois de 1942, par l'article 4 du chapitre 71 des lois de 1949 et par l'article 19 du chapitre 86 des lois de 1968, est remplacé par le suivant:

« **243.** 1. Tout individu, majeur et possédant la citoyenneté canadienne, a droit de voter à l'élection du maire et des conseillers locaux s'il est inscrit comme propriétaire ou locataire sur le rôle d'évaluation en vigueur dans la municipalité et y est domicilié depuis au moins douze mois avant le jour du scrutin ou, s'il n'y est pas domicilié, est inscrit sur le rôle d'évaluation en vigueur comme propriétaire d'un immeuble ou locataire d'un magasin, d'un comptoir, d'une boutique, d'un bureau ou d'une place d'affaires, dans la municipalité, depuis au moins douze mois avant le jour du scrutin.

2. Pour l'exercice de tout autre droit ou privilège conféré aux électeurs par les dispositions du présent code, sous réserve de l'application de l'article 758, est électeur tout individu qui, au moment d'exercer son droit ou privilège, est

6. Article 243 of the said Code, amended by section 1 of chapter 89 of the statutes of 1929, by section 1 of chapter 84 of the statutes of 1934, by section 8 of chapter 69 of the statutes of 1941, by section 2 of chapter 69 of the statutes of 1942, by section 4 of chapter 71 of the statutes of 1949 and by section 19 of chapter 86 of the statutes of 1968, is replaced by the following:

“**243.** 1. Every individual of full age and Canadian citizenship shall have the right to vote at the election of mayor and local councillors if he is entered as owner or tenant on the valuation roll in force in the municipality and has been domiciled there for at least twelve months before the polling-day or, if he is not domiciled there, has been entered on the valuation roll in force as owner of an immovable or tenant of a store, counting-house, shop, office or place of business, in the municipality, for at least twelve months before the polling day.

2. For the exercise of any other right or privilege conferred on electors by the provisions of this Code, subject to the provisions of article 758, every person is an elector who, at the time of exercising his right or privilege, is entered on the

inscrit sur le rôle d'évaluation en vigueur dans la municipalité comme propriétaire ou locataire d'un immeuble. ».

valuation roll in force in the municipality as owner or tenant of an immovable.”.

C.m., a.
244, mod.

7. L'article 244 dudit code, remplacé par l'article 20 du chapitre 86 des lois de 1968, est modifié en remplaçant dans la première ligne, les mots « Est aussi électeur » par les mots « A également le droit de voter à l'élection du maire et des conseillers locaux ».

7. Article 244 of the said Code, replaced by section 20 of chapter 86 of the statutes of 1968, is amended by replacing the words “shall also be an elector” in the fifth and sixth lines by the words “shall also have the right to vote at the election of mayor and local councillors”.

Id., a.
244a,
mod.

8. L'article 244a dudit code, édicté par l'article 1 du chapitre 120 des lois de 1933, modifié par l'article 4 du chapitre 74 des lois de 1950 et par l'article 21 du chapitre 86 des lois de 1968, est de nouveau modifié:

8. Article 244a of the said Code, enacted by section 1 of chapter 120 of the statutes of 1933, and amended by section 4 of chapter 74 of the statutes of 1950 and by section 21 of chapter 86 of the statutes of 1968, is again amended:

a) en remplaçant le premier alinéa par les suivants:

(a) by replacing the first paragraph by the following:

« 244a. Toute corporation, société commerciale ou association a droit de voter à l'élection du maire et des conseillers locaux si elle est portée au rôle d'évaluation en vigueur dans la municipalité, depuis au moins douze mois avant le jour du scrutin, comme propriétaire ou locataire d'un immeuble imposable, pourvu qu'elle ait payé ses taxes ou redevances municipales exigibles au 31 décembre précédent et peut voter par l'entremise d'un représentant autorisé à cette fin par une résolution du conseil d'administration, dont copie doit être produite chez le secrétaire-trésorier au moins dix jours avant la date de la votation. Ce représentant doit, au moment de voter, être majeur, posséder la citoyenneté canadienne et être employé, administrateur ou membre de la corporation, société commerciale ou association au nom de laquelle il vote. La résolution mentionnée ci-dessus est valide tant et aussi longtemps qu'elle n'est pas remplacée par une autre résolution aux mêmes fins.

“244a. Every corporation, commercial partnership or association shall have the right to vote at the election of mayor and local councillors if it has been entered on the valuation roll in force in the municipality for at least twelve months before the polling-day as owner or tenant of a taxable immovable, provided that it has paid its municipal taxes or dues payable on the preceding 31st of December, and may vote through a representative authorized to that effect by a resolution of the board of directors, a copy whereof shall be filed with the secretary-treasurer at least ten days before the voting day. At the time of voting, such representative must be of full age, a Canadian citizen and an employee, director or member of the corporation, commercial partnership or association on whose behalf he votes. The above-mentioned resolution shall serve for the above purpose until it is replaced by another resolution for the same purpose.

Pour l'exercice de tout autre droit ou privilège conféré aux électeurs par les dispositions du présent code, sous réserve de l'application de l'article 758, toute telle corporation, société commerciale ou association est électeur si, au moment d'exercer son droit ou privilège, elle est inscrite sur le rôle d'évaluation en vigueur

For the exercise of any other right or privilege conferred on electors by the provisions of this Code, subject to the provisions of article 758, any such corporation, commercial partnership or association shall be an elector if at the time of exercising its right or privilege it is entered on the valuation roll in force

dans la municipalité comme propriétaire ou locataire d'un immeuble imposable. »;
b) en retranchant, dans la quatrième ligne du troisième alinéa, le mot « propriétaires ».

in the municipality as owner or tenant of a taxable immovable.”;
b) by replacing the word “elector-proprietors” in the fourth line of the third paragraph by the word “electors”.

C.m., a.
412a,
mod.

9. L'article 412a dudit code, édicté par l'article 33 du chapitre 86 des lois de 1968, est modifié en insérant, dans la dernière ligne du premier alinéa, après le mot « commun », ce qui suit: « , sous réserve de l'article 60 de la Loi de police (1968, chapitre 17) ».

9. Article 412a of the said Code, enacted by section 33 of chapter 86 of the statutes of 1968, is amended by inserting after the word “common” in the last line of the first paragraph the words “, subject to section 60 of the Police Act (1968, chapter 17)”.

Id., a.
420a, ab.

10. L'article 420a dudit code, édicté par l'article 7 du chapitre 65 des lois de 1963 (1^{re} session), et modifié par l'article 96 du chapitre 17 des lois de 1968, est abrogé.

10. Article 420a of the said Code, enacted by section 7 of chapter 65 of the statutes of 1963 (1st session), and amended by section 96 of chapter 17 of the statutes of 1968, is repealed.

Id., a.
769a,
mod.

11. L'article 769a dudit code, édicté par l'article 12 du chapitre 80 des lois de 1922 (1^{re} session), remplacé par l'article 3 du chapitre 55 des lois de 1931/1932, modifié par l'article 8 du chapitre 51 des lois de 1937 et par l'article 7 du chapitre 54 des lois de 1966/1967, est de nouveau modifié en retranchant, dans la troisième ligne, les mots « soumis à son approbation ».

11. Article 769a of the said Code, enacted by section 12 of chapter 80 of the statutes of 1922 (1st session), replaced by section 3 of chapter 55 of the statutes of 1931/1932, and amended by section 8 of chapter 51 of the statutes of 1937 and by section 7 of chapter 54 of the statutes of 1966/1967, is again amended by striking out the words “submitted for his approval” in the third line.

Id., a.
673, mod.

12. L'article 673 dudit code, remplacé par l'article 36 du chapitre 86 des lois de 1968, est modifié en insérant dans la quatrième ligne, après le mot « doit », les suivants: « sur preuve suffisante ou ».

12. Article 673 of the said Code, replaced by section 36 of chapter 86 of the statutes of 1968, is amended by inserting after the word “secretary-treasurer,” in the third line the words “upon sufficient proof or”.

Entrée en
vigueur.

13. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

13. This act shall come into force on the day of its sanction.